

Que deviennent les jeunes diplômé-es scientifiques de la « Génération 2010 » après sept années de vie active ?

Constats et évolutions au regard de l'ensemble des sortant-es du système éducatif en 2010

Observer l'intégration dans le système d'emploi et les débuts de carrière des sortant-es du système de formation initiale constitue un enjeu primordial dans le pilotage des politiques publiques d'emploi et de formation. Catégorie de main d'œuvre singulière de par sa jeunesse, sa faible ancienneté sur le marché du travail, mais aussi par le renouvellement des qualifications dont elle est porteuse, chaque génération de sortant-es se trouve particulièrement exposée au contexte économique du moment comme aux transformations plus structurelles affectant le marché du travail. Les « enquêtes Génération » (voir encadré) du Céreq, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications, ont largement contribué à mettre en évidence les différentes dimensions de cette intégration, mais aussi souligné la question du temps que celle-ci nécessite – variable selon les individus et les périodes. De ce point de vue, les sept années d'observation des jeunes sorti-es de formation en 2010 (« Génération 2010 ») nous permettent de caractériser les conditions d'accès au marché du travail des jeunes et, au sein de cette population, de spécifier la situation des jeunes diplômé-es de filières scientifiques. En l'occurrence, cette sous-population est définie comme les diplômé-es de niveau bac et plus⁽¹⁾ dans les spécialités (au sens de la nomenclature des spécialités de formation) des



Figure 1 - Évolution du taux de chômage sur les sept premières années de vie active de la Génération 2010. Source : Céreq, enquête 2017 auprès de la Génération 2010. Champ : ensemble des jeunes (France métropolitaine).

sciences fondamentales, des transformations chimiques et de la plasturgie ; cela représente environ 30 000 jeunes parmi les 700 000 sortant-es de l'année 2010, soit moins de 5 %.

Les enquêtes Génération

À la fin des années 1990, le Céreq a mis en place un dispositif d'enquêtes original qui permet d'étudier l'accès à l'emploi des jeunes à l'issue de leur formation initiale. De manière régulière, une nouvelle enquête est réalisée auprès de jeunes qui ont en commun d'être sortis du système éducatif la même année, quel que soit le niveau ou le domaine de formation atteint, d'où la notion de « Génération ». L'enquête 2017 auprès de la « Génération 2010 » a été utilisée pour cette étude. Cette cohorte, interrogée après sept années de vie active, est composée de jeunes sortis de formation initiale l'année scolaire 2009-2010. Cette enquête labélisée de la statistique publique est représentative au niveau national. L'enquête permet de reconstituer les parcours des jeunes au cours de leurs sept premières années de vie active et d'analyser ces parcours au regard notamment du parcours scolaire et des diplômes obtenus. Grâce à un questionnaire détaillé et à un échantillon important (environ 8 900 jeunes enquêtés), elle permet notamment de prendre en compte des critères tels que le genre, l'origine sociale, l'origine nationale, le lieu de résidence ou le statut familial. Par ailleurs, la description systématique, mois par mois, des différentes situations qu'ont connues les débutants depuis leur sortie du système éducatif permet non seulement d'analyser les trajectoires d'entrée dans la vie active, mais aussi de distinguer, d'une Génération à l'autre, les aspects structurels et conjoncturels de l'insertion. Elle rend également compte, pour chaque emploi occupé, de leur « qualité » (niveau de rémunération, type de contrat, temps de travail...).

• www.cereq.fr

Une meilleure protection contre le chômage pour les diplômé-es en sciences

La Génération 2010 apparaît peu favorisée par le contexte économique qui a présidé à ses premières années dans la vie active. Confrontée dès 2012 à la crise des dettes souveraines, elle a dû faire face à une dégradation conjoncturelle durable, suivie d'une légère reprise qui n'a pas permis un rattrapage des niveaux d'avant la crise de 2008 et n'a pas redynamisé l'emploi. Ce contexte a pesé sur les possibilités et le rythme d'accès à l'emploi de ces jeunes, ralentissant leur intégration et les exposant davantage au chômage tout au long des sept premières années de vie active que leurs ainé-es des cohortes précédentes. La trace de la crise de 2012 est ainsi particulièrement nette dans la remontée brutale du niveau de chômage qu'elle induit à partir de juillet 2013, à un moment où le processus d'insertion de la cohorte dans son ensemble n'a pas encore atteint son terme (figure 1). La mauvaise conjoncture en début de vie active aura donc davantage eu pour conséquence de retarder le processus d'accès à l'emploi de la Génération 2010 que de le mettre durablement à mal. Si celle-ci n'apparaît pas subir les conséquences à moyen terme d'un « stigmate initial » lié à ses difficultés d'accès à l'emploi – et donc pas d'effet « cicatrices » [1] –, certaines conséquences sur les parcours de ces sept premières années sont à souligner. La première concerne la réduction du temps passé en emploi, et donc de l'expérience professionnelle accumulée : 61 mois en moyenne, équivalant à 73 % du temps d'observation.

Tableau I - Part des jeunes (en %) en emploi à durée indéterminée (EDI⁽²⁾) parmi les actifs-ves occupé-es de la Génération 2010. Source : Céreq, enquête 2017 auprès de la Génération 2010. Champ : ensemble des jeunes (France métropolitaine).

Interrogation	Jeunes sortant-es de chimie (%)		Ensemble de la Génération (%)	
	1 ^{ère}	3 ^e	1 ^{ère}	3 ^e
Ensemble	79	88	79	85
Bac à bac + 3	64	81	76	84
Bac + 4 à + 5 et écoles	92	95	86	90
Doctorat	71	88	81	92

La seconde concerne la part des jeunes dont la trajectoire est marquée par un certain éloignement de l'emploi : 18 % des jeunes de 2010 ont une trajectoire passée dominée soit par du chômage persistant ou récurrent (13 %), soit par des situations d'inactivité durable (5 %).

Dans ce contexte conjoncturel difficile pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, les diplômés des filières scientifiques semblent parmi les mieux lotis puisque leur taux de chômage demeure, tout au long de la période, inférieur à celui de l'ensemble de la population (figure 1). Les diplômes scientifiques de niveau Master semblent même particulièrement performants en matière de stabilisation dans l'emploi, puisqu'après trois années de vie active, plus de neuf diplômé-es sur dix occupent un emploi à durée indéterminée (EDI⁽²⁾) (tableau I).

Des parcours d'insertion comparables à ceux des autres diplômé-es

Au-delà de la conjoncture défavorable en début de vie active, la Génération 2010 a également dû composer avec des transformations plus structurelles du marché du travail. En premier lieu, elle est, davantage encore que ses aînées, exposée aux évolutions des pratiques de recrutements, caractérisées par des modalités d'embauches privilégiant toujours plus les différentes formes de contrats à durée limitée [2]. Or cette nouvelle « norme » de recrutement n'est pas sans effets sur les possibilités effectives de stabilisation à moyen terme des jeunes dans le système d'emploi ; elle peut constituer pour certain-es un tremplin vers une carrière, mais conduire

d'autres à se retrouver enfermés dans une trappe à précarité [3]. En second lieu, la valorisation de l'expérience acquise durant les sept premières années apparaît plus faible parmi les jeunes de la Génération 2010. Les évolutions professionnelles favorables, concernant les rémunérations perçues comme les positions professionnelles occupées, sont d'ampleur beaucoup plus modérées. Les parcours professionnels demeurent très contrastés selon le niveau de diplôme atteint en formation initiale. Ainsi, les chances de connaître une trajectoire de stabilisation en EDI sont neuf fois moins élevées pour un-e sortant-e sans diplôme que pour un-e diplômé-e de l'enseignement supérieur.

Sur cet aspect, les diplômé-es en sciences se distinguent peu des autres sortant-es, à l'exception des bac à bac + 3 qui sont beaucoup plus nombreux dans ces spécialités à reprendre des études. Les docteur-es en sciences ont légèrement plus de difficultés que les autres à se stabiliser rapidement, peut-être parce que dans ces disciplines, le passage par un postdoctorat est plus fréquent et nécessaire, selon J. Calmand [4], qui montre par ailleurs que ce sont eux qui, au sein de la population des docteur-es, accèdent le plus souvent aux emplois de la R & D du secteur privé (tableau II).

Des parcours plus heurtés pour les moins qualifié-es

L'analyse des trajectoires sur les sept années permet également de préciser ces aspects et de souligner en particulier la dégradation notoire des parcours des jeunes sans diplôme ou diplômé-es du secondaire, ainsi que la tendance croissante à la reprise d'études, notamment des sortant-es au niveau IV⁽³⁾. En effet, il s'avère que les sortant-es de niveau bac et en-deçà connaissent non seulement une forte érosion de leurs chances de connaître une trajectoire caractérisée par la stabilisation en EDI, mais également une plus forte probabilité de connaître une trajectoire marquée par le chômage ou l'inactivité plutôt que par un enchaînement durable d'emplois à durée déterminée (EDD).

De plus, la probabilité d'être employé-e ou ouvrier-ère non qualifié-e s'accroît pour celles et ceux qui sortent de l'école sans aucun diplôme. Pour cette population, non seulement l'accès à l'emploi, *a fortiori* en EDI, est devenu plus difficile, mais les emplois obtenus sont encore, plus que par le passé, non qualifiés. Les progressions en termes de catégorie socio-professionnelle se raréfient également.

Tableau II - Typologie de trajectoires à sept ans par niveaux de diplôme de la Génération 2010 (en %). Source : Céreq, enquête 2017 auprès de la Génération 2010. Champ : ensemble des jeunes (France métropolitaine).

	Jeunes sortant-es de chimie (%)				Ensemble de la Génération (%)			
	Bac à bac + 3	Bac + 4 à + 5 et écoles	Doctorat	Ensemble	Bac à bac + 3	Bac + 4 à + 5 et écoles	Doctorat	Ensemble
Stabilisation rapide en EDI	47	84	72	66	60	79	82	65
EDD durable	20	10	23	16	18	13	14	17
Chômage persistant ou récurrent	2	0	4	2	7	3	1	6
Longue(s) période(s) en formation ou reprise d'études	29	3	1	15	12	3	1	10
Inactivité durable	2	2	1	2	3	2	2	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau III - Évolution du salaire médian^a (en euros) sur les sept premières années de vie active de la Génération 2010. Source : Céreq, enquête 2017 auprès de la Génération 2010. Champ : jeunes ayant déclaré au moins un emploi au cours des sept années de vie active (France métropolitaine).

^aSalaire médian : salaire mensuel net en euros constants (base 2015), primes incluses, tous temps de travail confondus, tel que la moitié de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus. ^bPremier salaire : salaire à l'embauche au premier emploi. ^cDernier salaire : salaire du dernier emploi occupé, qui peut être celui déclaré à la date de l'enquête à sept ans ou un emploi décrit au cours du parcours depuis la fin des études.

Emploi	Jeunes sortant-es de chimie		Variation (%)	Ensemble de la Génération		Variation (%)
	Premier ^b	Dernier ^c		Premier ^b	Dernier ^c	
Ensemble	1 600	2 020	21	1 340	1 670	20
Bac à bac + 3	1 150	1 630	29	1 270	1 560	19
Bac + 4 à + 5 et écoles	1 900	2 440	22	1 760	2 250	22
Doctorat	2 070	2 500	17	2 110	2 710	22

Ces constats traduisent une stigmatisation croissante des moins qualifié-es au sein d'une population de plus en plus diplômée. Mais dans le même temps, le marché du travail évolue et voit les conditions d'emploi offertes aux jeunes diplômé-es se détériorer également à leur façon. Si les diplômé-es scientifiques de niveau Master tirent leur épingle du jeu, avec un accès rapide à l'EDI plus fréquent que pour les autres diplômé-es de ce niveau, les sortant-es de bac à bac + 3 scientifiques se distinguent par une fréquence élevée des retours en formation, tandis que les docteur-es en sciences peinent davantage que les autres à se stabiliser en emploi.

Des diplômes qui « payent » moins pour les autres, mais une « prime » à l'emploi scientifique

À la différence des sortant-es de l'enseignement secondaire, les trajectoires d'accès à l'emploi des jeunes diplômé-es de l'enseignement supérieur ont été peu affectées par la conjoncture. La stabilisation en EDI reste la norme pour ces diplômé-es, pour les trois quarts d'entre eux. Cependant, pour ces jeunes, cette expérience est devenue moins rémunératrice sur le marché du travail. Les diplômé-es scientifiques tirent là encore leur épingle du jeu, avec des salaires légèrement plus élevés et des progressions non négligeables, même si l'on retrouve ici aussi l'exception des docteur-es en sciences (tableau III).

Cette modération de la progression salariale chez les diplômé-es du supérieur se conjugue à une baisse marquée des évolutions professionnelles ascendantes dans la hiérarchie socioprofessionnelle. Ceci conduit les jeunes diplômé-es de l'enseignement supérieur à moins souvent accéder à des postes de cadre après sept années sur le marché du travail : « toutes choses égales par ailleurs », ils et elles ont, dans leur dernier emploi observé, 1,8 fois moins de chances d'être classé-es cadre et 1,4 fois plus de chances d'être classé-es en profession intermédiaire que leurs ainé-es. Ainsi, les opportunités offertes par les entreprises ne sont pas à la mesure de l'augmentation du nombre de diplômé-es de l'enseignement supérieur long (niveaux Master et Doctorat), qui passe de 10 à 16 % entre les deux générations. Le marché du travail et les entreprises ne font donc pas écho à la hausse du niveau de qualification de leurs jeunes salarié-es ; la montée de l'offre de diplômé-es ayant été plus rapide que la demande d'emplois qualifiés, ou en tout cas, que la reconnaissance et la rétribution de leurs qualifications.

Les diplômes scientifiques résistent mieux à la crise

Contraints à vivre des débuts de vie active dans une conjoncture difficile, où le diplôme apparaît de plus en plus nécessaire mais de moins en moins valorisé, les jeunes de la Génération 2010 se voient, lorsqu'ils-elles sont sans diplôme, de plus en plus exclu-es de l'emploi et, jusqu'au niveau du baccalauréat, plus exposé-es au chômage et à la précarité. Dans le même temps, les jeunes diplômé-es de l'enseignement supérieur, de plus en plus nombreux-ses, voient baisser leurs chances d'accéder au statut de cadre et de bénéficier d'une rémunération que leur niveau d'étude semblait justifier pour les générations précédentes. Ces données recueillies à sept ans confirment celles observées deux ans auparavant par V. Mora [1] : « *Les parcours d'accès rapide aux emplois à durée indéterminée se sont réduits tandis que ceux de maintien en emploi sur des contrats à durée limitée [font] de la résistance.* » Dans ce contexte difficile pour les jeunes diplômé-es de l'enseignement supérieur, les sortant-es de filières scientifiques tirent là encore leur épingle du jeu puisqu'ils-elles accèdent dans un cas sur deux à des fonctions de cadre à moyen terme, ce qui n'est le cas que d'un jeune sur cinq en population générale. Si tendanciellement le diplôme paye moins, les qualifications en sciences semblent demeurer des valeurs plutôt sûres.

Notes et références

[1] Les niveaux infra-bac dans les spécialités scientifiques ne sont pas assez nombreux pour avoir une significativité statistique et ont donc été éliminés de l'analyse.

[2] L'emploi à durée indéterminée (EDI) regroupe les fonctionnaires, les emplois en CDI et les emplois des indépendants.

[3] Le niveau IV représente le niveau du baccalauréat ; il est numéroté ainsi dans la nouvelle nomenclature (inversée par rapport à l'ancienne).

[1] S. Jugnot, C. Minni, Quelques trimestres de mauvaise conjoncture au départ ne suffisent pas à dégrader durablement les conditions d'insertion des jeunes, in *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions*, T. Couppié, A. Dupray, D. Epiphane, V. Mora (dir.), Céreq Essentiels, 2018, n° 1, p 33-39.

[2] K. Millin, CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ?, DARES Analyses, 2018, n° 026.

[3] O. Bonnet, S. Georges-Kot, P. Pora, Les contrats à durée limitée : trappes à précarité ou tremplins pour une carrière ?, in *Emploi, chômage et revenus du travail*, Insee Références, 2019, p. 47-60.

[4] J. Calmand, Les cinq premières années de vie active des docteurs diplômés en 2010. Résultats de l'enquête Génération 2010, interrogation 2015, Céreq Études, 2017, n° 9.

Zora MAZARI et Emmanuel SULZER*,
Chargés d'études au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq).

*emmanuel.sulzer@cereq.fr